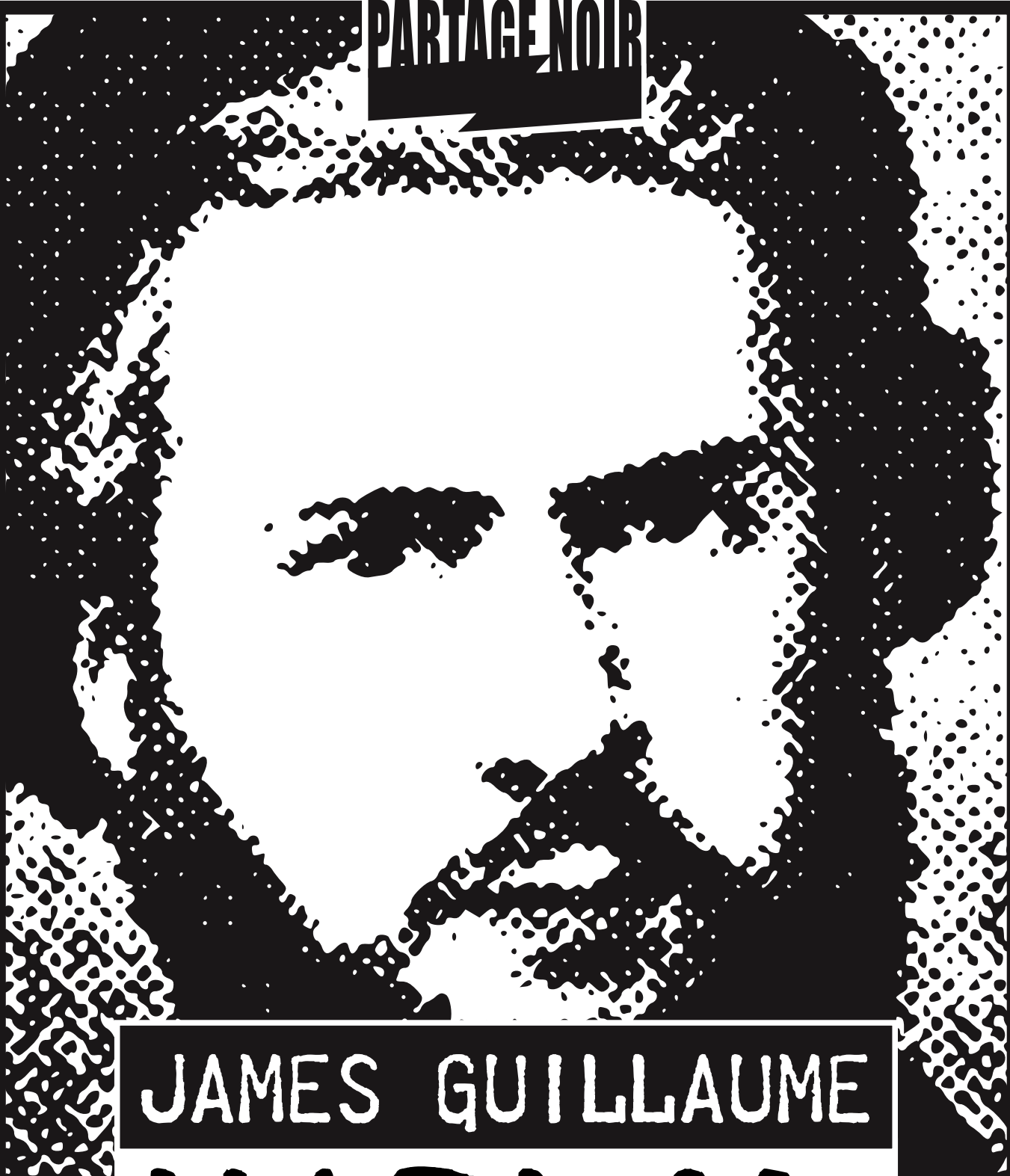


PARTAGE NOIR



JAMES GUILLAUME

VARLIN
CONSPIRATEUR

**<https://www.partage.noir.fr>
contact@partage-noir.fr
2020/24-09-2020**



La vie Ouvrière du 5 mai 1913 consacra son n°87 à Eugène Varlin. C'est le texte de James Guillaume, « Varlin conspirateur », que nous avons choisi de reproduire dans cette brochure.

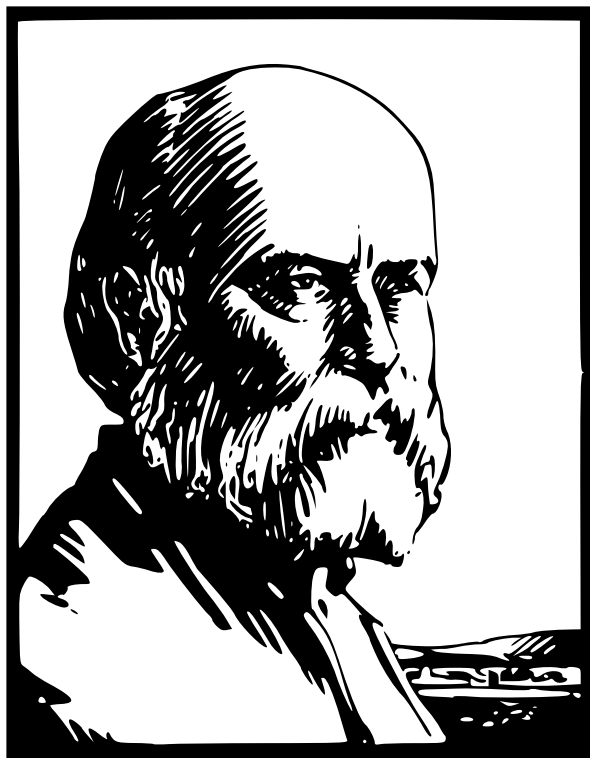
Dans ces quelques pages, par lesquelles j'ai tenu à m'associer à l'initiative des camarades désireux de faire revivre, pour la jeune génération, la figure d'Eugène Varlin, je ne parlerai que d'un seul côté de son action.

D'autres parties de ce numéro montrent Varlin syndicaliste, Varlin co-opérateur ; Varlin combattant à la fois l'Empire et les politiciens ambitieux qui n'attaquaient Napoléon III que pour substituer au César un gouvernement de classe à étiquette républicaine. Nous voyons aussi Varlin jeune ouvrier studieux, s'efforçant d'acquérir les connaissances qui lui manquent pour les mettre au service de la lutte ouvrière, tel, en 1838, Proudhon, *« né et élevé dans la classe ouvrière »*, s'apprêtant à s'assimiler la philosophie et la science afin de *« travailler sans relâche, avec toute l'énergie de sa volonté et toutes les puissances de son esprit, à l'affranchissement complet de ses frères et compagnons »*.

Ce que je veux montrer ici, c'est Varlin conspirateur, associé à une phalange d'hommes d'action de divers pays, qui, pressentant l'effondrement prochain de

l'Empire, se concertaient en 1869-1871 dans l'espoir de faire sortir des événements la révolution internationale et l'émancipation des travailleurs, « œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

En 1864, il s'était constitué en Italie, sur l'initiative de Michel Bakounine, le révolutionnaire russe évadé de Sibérie en 1861, une organisation secrète qui comprenait des Italiens, des Français, des Polonais et des Russes, et plus tard des membres appartenant à d'autres pays encore. Elle s'était donné le nom d'Alliance des révolutionnaires socialistes, et aussi celui de Fraternité internationale. Au bout de quatre ans, ses membres voulurent que leur organisation, tout en conservant son caractère intime de société secrète, manifestât ses principes au grand jour par la création d'une association publique : fondée le 25 septembre 1868, à Berne, cette association publique s'appela Alliance internationale de la démocratie socialiste ; elle demanda aussitôt, par l'intermédiaire de son Bureau central, son affiliation à l'Internationale. On sait que le Conseil général de Londres, de même que les Belges et les Jurassiens, élevèrent des objections, non contre le programme de cette Alliance, — car, ainsi que l'écrivaient les Belges, par la plume de César De Paepe, au groupe initiateur, *« vos idées sont les nôtres, sont celles mêmes de l'Internationale des travailleurs »* — mais contre sa



Elie Reclus

constitution en un corps distinct. L'Alliance alors prononça la dissolution de son organisation particulière ; son Bureau central cessa d'exister, et les sections qui la composaient (elles étaient au nombre de quatre ou cinq) ou bien entrèrent dans l'Internationale comme simples sections de la grande Association (ce fut le cas de la section de l'Alliance à Genève), ou bien se fondirent dans la section la plus voisine de l'Internationale.

Quant à la Fraternité internationale, cette société secrète subit, en janvier 1869, une crise qui mit fin à son existence. On m'a raconté que les dissentiments survenus dans son sein s'étaient produits à l'occasion d'un voyage de

propagande fait en Espagne dans l'automne de 1868 par Fanelli, Elie Reclus et Aristide Rey, et d'une indiscretion commise par Malon ; il y avait eu, en outre, désaccord au sujet de l'admission des femmes, demandée par Mroczkowski et quelques autres. Mais après la dissolution de la Fraternité, quelques-uns des membres fondateurs, entre autres Bakounine et Fanelli, continuèrent leur action collective comme par le passé, et cherchèrent à recruter de nouveaux adhérents pour l'organisation secrète internationale.

C'est alors que Bakounine, pendant sa visite au Locle (20-22 février 1869), me parla de l'utilité, à ce moment où de graves événements se préparaient en France, d'une entente intime entre les révolutionnaires :

« Il me lut un programme contenant des choses qui répondaient entièrement à mes propres aspirations, et me demanda si je ne voudrais pas me joindre à ceux qui avaient créé cette organisation. Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il me donna, c'est qu'il ne s'agissait point d'une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut : l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils

avaient confiance les uns dans les autres et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée.

A ces ouvertures, je répondis, naturellement, que j'étais tout prêt à m'associer à une action collective dont le résultat devait être de donner plus de force et de cohésion au grand mouvement dont l'Internationale était l'expression. J'ajoutai que mon vieil ami Constant Meuron [1] était tout désigné pour être l'un des nôtres. Nous lui en parlâmes le jour même, et il nous donna aussitôt son adhésion sans réserve ; il avait appartenu, avant 1848, à la Charbonnerie, et, en sa qualité de vieux conspirateur, il se réjouissait à la pensée que l'Internationale serait doublée d'une organisation secrète qui la préserverait du danger que pouvaient lui faire courir les intrigants et les ambitieux. » [2]

[1] Constant Meuron (1804-1872), d'une famille de l'aristocratie neuchâteloise (il avait renoncé, comme son père, à la particule), avait été l'un des chefs de l'insurrection républicaine de 1831, qui avait cherché à soustraire la principauté de Neuchâtel à la souveraineté du roi de Prusse. Arrêté et condamné mort, il vit sa peine commuée en détention perpétuelle ; il s'évada en 1834 et vécut en exil jusqu'en 1848. Au moment où je le connus, il vivait, au Locle, du modeste emploi de teneur de livres d'un atelier de monteurs de boîtes d'or.

[2] L'Internationale, Documents et Souvenirs, tome I^{er} p. 130.

*

La première moitié de l'année 1869 fut marquée par de grandes agitations ouvrières et politiques. En Belgique, en avril, des grèves sanglantes à Seraing et à Frameries, l'emprisonnement de Hins, la mort de sa femme, la pauvre Jeanne Brismée (17 mai). En Suisse, les grèves du bâtiment et des typographes à Genève (mars-juin), celle du bâtiment à Lausanne, étouffée par la levée d'un bataillon de milices (25 mai). En Espagne, où les Cortès cherchaient un roi, et où Serrano fut, en attendant, nommé régent (15 juin), le printemps avait vu des émeutes populaires réclamant l'abolition de la conscription ; carlistes et républicains préparaient la guerre civile qui devait éclater bientôt et durer jusqu'en octobre. En France, malgré la dissolution du Bureau parisien de l'Internationale en 1868, le mouvement ouvrier prenait de plus en plus d'intensité, et les idées communistes étaient hautement proclamées dans les réunions publiques ; on se préparait à envoyer des délégués au quatrième Congrès général de l'Internationale qui devait se réunir à Bâle en septembre, et c'était la Société des relieurs qui, sur l'initiative de Varlin, avait lancé en mai un appel pour engager les chambres syndicales françaises à s'y faire représenter ; les élections générales pour le Corps législatif avaient été faites les 23-24 mai et les 6-7 juin ; des candi-

dates radicaux avaient été élus : Raspail à Lyon, Gambetta à Paris et à Marseille ; la candidature révolutionnaire de Rochefort avait été posée ; enfin, le 17 juin, à la Ricamarie, près de Saint-Etienne, avait eu lieu un premier massacre de grévistes.

En présence de cette situation, il importait plus que jamais de rapprocher les militants les uns des autres, de créer entre eux des liens étroits, de les engager et de les habituer à l'action commune. Déjà en Espagne et en Suisse, l'organisation intime dont je viens de parler avait recruté des adhérents nouveaux. En France, elle avait des affiliés à Lyon et dans le Midi ; mais à Paris, parmi les internationaux, elle ne comptait encore que deux membres, deux jeunes socialistes qui avaient assisté au Congrès de Berne en 1868 : Aristide Rey et Ch. Keller ; il était indispensable que dans ce foyer du futur mouvement révolutionnaire elle réussit à s'implanter parmi les ouvriers. Le Congrès de Bâle allait fournir l'occasion cherchée.

Parmi les délégués à ce Congrès, plusieurs étaient des nôtres : les deux délégués de Barcelone, le typographe Rafael Farga et le médecin G. Sentinon ; deux délégués français, le tailleur Palix, de Lyon, et un licencié ès sciences, expulsé de Belgique où il avait été professeur libre et qui allait se fixer pour quelque temps à Genève, Paul Robin ; un Jurassien, l'ouvrier graveur Adhémar

Schwitzguébel. Aristide Rey était venu au Congrès comme journaliste. Bakounine, Rey et moi nous nous mîmes à étudier les délégués parisiens. Tout naturellement, ce fut à Varlin que nous



Aristide Rey

nous adressâmes. Je le connaissais depuis 1866, l'ayant vu au premier Congrès de l'Internationale, à Genève ; nous savions qu'il avait été l'âme de la seconde Commission parisienne de l'Internationale, dont il avait présenté la défense au procès de mai 1868 ; et que c'était lui qui avait battu le rappel en 1869 dans les chambres syndicales pour qu'elles envoyassent à Bâle le plus grand nombre possible de délégués ; nous savions en outre qu'il était communiste et

non mutuelliste, mais que son communisme était fédéraliste, comme le nôtre. Il fut décidé que Rey et moi nous lui ferions des ouvertures.

« Un des derniers jours du Congrès, nous l'emmenâmes dans la chambre d'hôtel qu'occupait Rey, nous lui fîmes part de notre désir ; et, comme il se montrait tout disposé à s'associer à l'action collective que nous lui proposons, nous lui donnâmes connaissance de notre programme : il nous dit que ces idées étaient aussi les siennes ; nous échangeâmes une fraternelle poignée de mains, et il fut convenu que Varlin et moi nous correspondrions le plus régulièrement possible pour nous tenir au courant de ce qui se passerait dans nos milieux respectifs. » [1]

*

Je vais montrer, en un bref résumé, les traces de cette action collective et de cette entente intime entre les militants français, espagnols, suisses, etc., après le Congrès de Bâle, jusqu'à la guerre et au siège de Paris.

Sentinon n'était pas rentré en Espagne tout de suite après le Congrès. Il s'était rendu en Belgique, où, dans la région de Liège, il avait pris des informations précises et techniques en vue de l'armement des révolutionnaires de la Catalogne. Revenu en Suisse, il assiste le 23 no-

vembre à une réunion au Locle, où il prend la parole : il dit que le mouvement insurrectionnel républicain, en Espagne, n'a pas réussi parce que le but de ce mouvement était purement politique : *« mais la situation est loin d'être défavorable, et ce qui est de bon augure pour l'avenir du socialisme dans ce pays, c'est que l'antagonisme entre les paysans et les ouvriers n'y existe pas ; les paysans désirent une révolution encore plus que les ouvriers des villes ; en Catalogne, c'est un fait connu que les paysans sont communistes. »* Le 4 décembre, Sentinon et moi nous nous rendîmes ensemble à Lyon ; nous y assistâmes, le 5, à un conciliabule de militants socialistes : et nous reparûmes, le lendemain 6, lui pour Marseille et Barcelone, moi pour Genève et Neuchâtel. L'impression que nous remportions du milieu lyonnais était plutôt défavorable : en dehors de Palix, de Charvet et de deux ou trois autres, nous n'avions pas rencontré là d'éléments sérieux.

A Paris, Varlin s'était mêlé activement au mouvement des élections complémentaires du 21 novembre — où Rochefort fut élu, avec le mandat impératif, à Belleville, la circonscription de Gambetta (qui avait opté pour *Marseille*), — ainsi qu'à la constitution d'une fédération des « chambres syndicales », sous le nom de Chambre fédérale des sociétés ouvrières. Varlin n'était à aucun

[1] L'Internationale, tome I^{er}, p. 215.

degré partisan de la politique parlementaire : comme il l'expliqua dans une correspondance envoyée l'*Egalité de Genève* (numéro du 4 décembre), les socialistes n'avaient profité de la campagne électorale que « *pour détruire le prestige de toutes ces personnalités bourgeoises, plus ou moins radicales, qui étaient un danger sérieux pour la révolution sociale* ». Quand fut fondée la *Marseillaise* (9 décembre), il fit partie du Comité du journal, et m'expliqua, dans une lettre dont un fragment a été reproduit dans le *Progress du Locle*, quelle serait l'attitude du quotidien révolutionnaire : il aurait une partie politique, confiée à Rochefort, et une partie sociale, confiée à Millière. Pour la politique, Varlin disait : « *La question de la chute prochaine de l'Empire prime tout le reste, et les socialistes doivent, sous peine d'abdiquer, prendre la tête du mouvement... Les rédacteurs de la partie politique devront toujours être complètement révolutionnaires, non seulement contre l'Empire, mais contre toutes les institutions gouvernementales actuelles.* » Quant à la partie socialiste, « *la plus importante* », disait Varlin, « *les principes que nous devons nous efforcer de faire prévaloir sont ceux de la presque unanimité des délégués de l'Internationale au Congrès de Bâle, c'est-à-dire le collectivisme ou le communisme non autoritaire* ».

La *Marseillaise* fut, pendant sa courte existence, le véritable organe de l'Inter-

nationale en France. Varlin avait écrit au lithographe Aubry, de Rouen, rédacteur de la *Réforme sociale*, en même temps qu'à moi ; il lui expliquait que les fondateurs du journal se proposaient « *de préparer la révolution sociale européenne* », et ajoutait : « *La partie politique du journal n'est que l'accessoire, la partie sociale est la seule importante pour nous. Il faut nous appliquer à la rendre intéressante et sérieuse, afin qu'elle prenne chaque jour plus d'extension dans le journal. Pour cela nous avons besoin du concours de tous nos amis, me disait Millière dans notre entrevue de ce matin.* »

A la suite d'incidents trop longs à raconter, deux militants très zélés, Paul Robin et son ami Ch. Perron, avaient eu l'idée de faire parvenir au Conseil général de Londres une adresse collective pour lui reprocher son inaction et l'engager à resserrer ses liens avec l'Association par des communications fréquentes et régulières [1]. A cette fin, ils sollicitèrent des signatures d'adhésion, en Suisse d'abord, puis en Italie et en Espagne : le document avait été envoyé en dernier lieu à Sentinon, qui devait le transmettre à Paris ; de Paris il irait, à Lyon, et de Lyon il retournerait à Genève. On a la lettre écrite à Varlin par Sentinon, le 1^{er} février 1870, en lui

[1] V. sur cet incident L'Internationale, tome I^{er}. pp. 269-270

transmettant cette pièce ; notre ami barcelonais disait : *« A vous, qui suivez le mouvement actuel de la France, ferons-nous remarquer que les événements les plus graves peuvent surgir d'un jour à l'autre, et qu'il est extrêmement funeste que le Conseil général ne soit pas depuis longtemps en correspondance active avec ceux qui se trouveront à la tête du mouvement révolutionnaire ? »* Mais Varlin ne se faisait pas d'illusion sur ce qu'on pouvait attendre du Conseil général ; il en connaissait les membres, étant allé à Londres à la Conférence de 1865, où, à la soirée de clôture, Limousin et lui avaient fait danser les filles de Karl Marx ; il écrivit à Robin et à Perron pour les engager à renoncer à une démarche inutile et qui serait mal interprétée. Bakounine s'était prononcé dans le même sens ; et, sur ce double avis, le projet de remontrance fut abandonné ; il n'eût servi qu'à aigrir davantage Marx, devenu très nerveux et plein d'animosité, depuis qu'à Bâle la majorité du Congrès s'était prononcée contre son programme personnel.

Robin, sur ces entrefaites, rentra en France, et, ayant élu domicile à Paris, unit ses efforts à ceux de Varlin et d'autres militants pour la reconstitution de l'Internationale parisienne. Depuis la formation du ministère Emile Ollivier (2 janvier 1870), l'Empire était devenu « libéral » ; il fallait essayer de profiter de ce pseudo-libéralisme. Le 7 mars, une

réunion de délégués décida de former une Fédération des sections parisiennes ; et dans cette réunion Varlin fut choisi pour représenter Paris à une grande assemblée qui devait avoir lieu à Lyon le 13 mars, assemblée à laquelle Marseille, Vienne (Isère), Aix, la Ciotat, Dijon et Rouen envoyèrent des délégués, Bastelica, Aubry, etc. Ce grand meeting réunit 5 000 personnes (salle de la Rotonde, aux Brotteaux). La Belgique avait envoyé une adresse, rédigée par César De Paepe, traitant la double question de l'attitude du prolétariat à l'égard du mouvement politique et à l'égard du mouvement coopératif ; l'adresse faisait à la question une réponse catégorique : *« L'État politique n'a plus de raison d'être ; le mécanisme artificiel appelé gouvernement disparaît dans l'organisme économique, la politique se fond dans le socialisme »* ; quant à la coopération, *« les socialistes ne considèrent pas l'extension et la généralisation des sociétés coopératives comme devant réaliser l'affranchissement intégral du prolétariat »*. De Suisse était venu Adhémar Schwitzguébel, qui devait se renseigner à titre confidentiel sur l'état des choses en France, et contrôler par les siennes propres les impressions que j'avais rapportées du milieu lyonnais en décembre. Il était porteur d'une lettre de Bakounine, qui fut communiquée aux militants faisant partie de notre intimité (Aubry n'en était pas). Cette lettre

contenait entre autres les passages suivants :

« Les ouvriers voudront-ils encore une fois jouer le rôle de dupes ? Non. Mais pour ne pas devenir dupes, que doivent-ils faire ? S'abstenir de toute participation au radicalisme bourgeois et organiser en dehors de lui les forces du prolétariat. La base de cette organisation est toute donnée : ce sont les ateliers et la fédération des ateliers, la création des caisses de résistance, instruments de lutte contre la bourgeoisie, et leur fédération, non seulement nationale, mais internationale, la création de chambres du travail comme en Belgique.

Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'État et de la société bourgeoise, c'est-à-dire la vraie, la franche révolution populaire, l'an-archie juridique et politique, et la nouvelle organisation économique de bas en haut et de la circonférence aux centres.

Et, pour sauver la révolution, pour la conduire à bonne fin au milieu même de cette anarchie, l'action d'une dictature collective de tous les révolutionnaires, non revêtue d'un pouvoir officiel quelconque et d'autant plus efficace, l'action naturelle, libre, de tous les socialistes énergiques et sincères disséminés sur la surface du pays, de tous les pays, mais unis fortement par une pensée et par une volonté communes. »

L'assemblée de Lyon, qui fut présidée par Varlin, manifesta publiquement l'union des socialistes des trois pays de langue française, et l'on put constater qu'il y avait une étroite communauté de principes entre les sections de l'Internationale en France, en Belgique, et dans le Jura suisse.

L'acte d'accusation du troisième procès de l'Internationale à Paris nous a conservé une lettre écrite par Sentinon à Varlin un mois après la grande manifestation de Lyon. Elle vaut la peine d'être reproduite, parce qu'elle montre combien la pensée des Espagnols était identique à celle des ouvriers français de l'Internationale. La voici :

« Mon cher ami, c'est avec le plus grand plaisir que j'observe quelle part active vous prenez dans l'organisation des sociétés ouvrières sur toute la France. Vous voilà dans le beau chemin, le seul qui conduit au but. Tout le temps et tous les efforts voués à d'autres choses sont non seulement perdus, mais directement nuisibles... Voulez-vous que liberté, égalité, fraternité ne cessent d'être des paroles vaines qu'après des siècles ? Eh bien, alors, attaquez les gouvernements monarchiques, établissez des républiques de plus en plus démocratiques, amassez des capitaux en épargnant des sous, instruisez-vous de mieux en mieux, et vous aurez l'une après l'autre la liberté, l'égalité et la fraternité, et en l'an 3000 la justice sera

faite sur la terre. Voilà un idéal à faire pleurer de satisfaction un philosophe allemand. Nous autres, travailleurs espagnols, nous n'avons pas cette patience séculaire : nous voulons voir la justice établie le plus tôt possible... Peu nous importe qu'on donne à l'Espagne un roi, ou quel soit ce roi, ou un empereur, ou un président de la République, ou même une douzaine de ces présidents : nous savons d'avance que ce seront les mêmes chiens avec différents colliers. »

Une commission de huit membres avait été nommée pour élaborer les statuts de la Fédération parisienne ; le projet qu'elle rédigea fut approuvé le 18 mars par une nouvelle réunion de délégués ; il fut définitivement adopté dans une assemblée générale des sections parisiennes tenue le 18 avril, salle de la Marseillaise, sous la présidence de Varlin, assisté de Robin et d'Avrial. Dans son discours d'ouverture, le président résuma en ces termes la pensée des internationalistes de Paris : *« Nous sommes la force et le droit. Nous devons nous suffire à nous-mêmes. C'est contre l'ordre juridique, économique, politique et religieux que nous devons tendre nos efforts. »*

*

Napoléon III et Émile Ollivier avaient décidé, pour raffermir le régime croulant, d'avoir recours à la mise en scène d'un plébiscite. Ce plébiscite fut fixé au

8 mai. Quelques jours avant, le gouvernement ordonna l'arrestation, sous la double inculpation de complot et de société secrète, de « tous les individus qui dirigeaient l'Internationale ». Le 30 avril, la police arrêta, à Paris, Malon, Collot, Casse, Johannard, Murat, Pindy, Rocher, Dugaucquie, Avrial, Flahaut, Héliçon, Theisz, Landeck, et une douzaine d'autres ouvriers. Varlin, qui était en province, en tournée de propagande, et se trouvait à Chalon, chez Boysset (l'ancien représentant du peuple, pros crit de décembre, rentré en France en 1867), réussit à passer en Belgique. A Lyon, on arrêta Palix, Richard, Blanc, Chol, A. Martin, L. Martin, Doublet, Bret, Marmonnier, Pulliat, Garnier. A Marseille, Bastelica put se soustraire aux recherches ; il se réfugia en Espagne. Les arrestations continuèrent les jours suivants : on emprisonna Assi au Creusot ; Aubry à Rouen ; Combe à Marseille ; Dupin et d'autres à Saint-Étienne ; Beauvoir, Dumartheray et d'autres à Lyon ; Ledoré et d'autres à Brest ; Alerini à Cannes ; etc.

De Lyon, Charvet m'écrivit, le 2 mai : *« Toute la Commission internationale a été arrêtée ; ils ont tout saisi, livres, papiers, cartes et le timbre. Nous ne sommes pas découragés pour cela ; nous avons nommé immédiatement une nouvelle Commission, mais nous n'avons pas les adresses des correspondants, surtout de Londres ;*

veuillez, je vous prie, me les envoyer par le retour du courrier » [1].

Je répondis par la lettre suivante, datée du 5 mai, qui, saisie plus tard chez Charvet, est imprimée dans un volume d'Oscar Testut :

« Amis de Lyon, ne perdez pas courage ; c'est le moment de se montrer fermes. En reconstituant une nouvelle Commission, vous avez prouvé que vous êtes des hommes dignes de tenir le drapeau de l'Internationale. Nous sommes avec vous de cœur, en attendant le moment, peut-être prochain, où nous pourrons vous aider d'une autre manière. Voici les adresses des correspondants : pour le Conseil général, Hermann Jung, 6, Charles street, Islington, Londres ; pour la Belgique, Eugène Hins, rue des Alexiens, 13, Bruxelles ; pour l'Espagne, G. Sentinon, rue Giralt-Pellicer, 5, piso 2°, Barcelone ; pour Genève, Charles Perron, rue du Cendrier, 8. Si vous voulez écrire au Conseil fédéral parisien, adressez votre lettre ainsi : Mademoiselle Delesalle [2], rue Monge, 85... Des amis arrivés hier de Paris m'ont affirmé qu'on s'attend à un mouvement pour le jour du vote, dimanche. »

Robin, de son côté, m'écrivait le 3 mai : *« Je suis encore là pour te répondre, je ne suis pas arrêté. Le triple ou quadruple complot dont la police s'est réservé la découverte au moment opportun est une manœuvre plébiscitaire. Ces gens-là jouent leur va-tout. Il y a encore tant*

d'imbéciles que ça fera quelque effet, mais malgré tout leur étoile pâlit. Dans la Marseillaise de demain, tu verras le démenti rédigé par le Conseil fédéral parisien et que nous avons tous signé... » [3].

Les mesures arbitraires continuèrent. Néanmoins, les sept millions de oui du plébiscite ayant rendu au gouvernement une illusoire sécurité, il se relâcha quelque peu de ses rigueurs, et une partie des révolutionnaires arrêtés furent remis, les uns après les autres, en liberté provisoire.

Dans les derniers jours de mai, un jugement de la 6^e chambre suspendit la Marseillaise pour deux mois. Les internationalistes de Paris ne se laissèrent pas abattre ; ils décidèrent aussitôt de se créer un organe à eux, et, n'ayant pu trouver d'imprimeur à Paris, ils firent imprimer leur journal à Neuchâtel, en Suisse, à l'imprimerie de la Solidarité : le premier numéro du Socialiste, organe de la Fédération parisienne de l'Internationale, parut le 11 juin ; les numéros envoyés sous bande arrivèrent à leur adresse, mais ceux qui avaient été envoyés en ballots furent saisis. Robin, qui s'était occupé de la rédaction de ce pre-

[1] Lettre publiée sans la signature, naturellement — dans la Solidarité de Neuchâtel du 7 mai.

[2] C'était le nom de famille de M^{me} Paul Robin.

[3] Solidarité du 7 mai.



Benoît Malon

mier numéro, fut arrêté le 12 juin ; le journal n'en publia pas moins un second numéro, le 18 : mais quelques exemplaires seulement parvinrent à destination. La Commission du Socialiste annonça alors qu'elle prendrait d'autres dispositions, et qu'en attendant elle faisait envoyer aux abonnés un journal ami, la *Solidarité*. Le troisième procès, de l'Internationale parisienne s'ouvrit le 22 juin. Il y avait trente-huit prévenus, dont sept, absents : dix-neuf étaient inculpés d'être chefs ou fondateurs d'une société secrète, et dix-neuf d'en être de simples membres. Les débats durèrent jusqu'au 5 juillet : sept prévenus furent condamnés à un an de prison pour so-

ciété secrète (Varlin, Malon, Murat, Johannard, Pindy, Combault et Héliçon) ; vingt-sept, à deux mois, comme membres d'une société non autorisée : quatre furent acquittés. Varlin, qui avait été le principal accusé, se trouvait toujours en Belgique : mais les nombreuses lettres de lui lues aux audiences tinrent lieu de sa présence ; vivantes, hardies, pleines de sens pratique et de vues droites, elles le montrèrent de façon saisissante, dans son action quotidienne de propagandiste et d'organisateur.

Pour la période qui va de la déclaration de guerre (15 juillet 1870) à la fin de la Commune, je donnerai également quelques indications.

La plupart des militants de l'Internationale, en France, étaient sous les verrous ; quelques-uns avaient pu néanmoins se soustraire à l'arrestation : plusieurs Lyonnais s'étaient sauvés en Suisse, et, à Paris, trois ou quatre des condamnés du 5 juillet se cachaient. Puisque la guerre n'avait pu être évitée, malgré les véhémentes protestations du prolétariat socialiste en Allemagne et en France, il ne restait à l'Internationale française qu'une chose à faire : renverser l'Empire, proclamer la République sociale, et offrir la paix à l'Allemagne ; puis, si celle-ci refusait, faire, non au peuple allemand, mais au gouvernement allemand, la guerre révolutionnaire, avec l'espoir de trouver dans les socia-

listes allemands un puissant appui. La République sociale pouvait être proclamée aussi en Allemagne, et alors la révolution socialiste internationale s'accomplissait.

Le 8 août, tandis qu'un groupe d'internationalistes prévenus de complot, comparait à Lyon devant un tribunal qui renvoya l'affaire à trois semaines, ceux de Marseille (Alerini, Combe, etc.) faisaient une tentative insurrectionnelle et envahissaient l'hôtel de ville : mais le mouvement fut immédiatement réprimé, et quinze des manifestants furent traduits devant un conseil de guerre. A Paris, un comité d'action s'était formé et avait décidé qu'un mouvement aurait lieu le 9 août, jour de la rentrée du Corps législatif : le Palais-Bourbon serait envahi, et on tenterait une révolution ; l'arrestation du chef désigné du mouvement, Pindy, qui eut lieu le matin même du jour fixé, fit avorter ce projet ; mais on ne renonça pas lutte, et on attendit une nouvelle occasion.

Le dimanche 14 août, le surlendemain de l'entrée d'une armée allemande à Nancy, une poignée de blanquistes faisaient, à la Villette, une tentative qui ne pouvait réussir, et qui n'eut aucun écho.

Dès les premières nouvelles des victoires allemandes, Bakounine, qui voyait clairement tout ce qu'aurait de néfaste pour la civilisation et le socialisme le triomphe de Bismarck et de sa politique,

ne songea plus qu'à une chose : aux moyens de déchaîner en France la révolution sociale pour s'opposer à la dictature bismarckienne menaçante. Dans un article de la *Solidarité* (20 août), il critiqua les députés radicaux, qui voulaient « *le salut de la France, non par un soulèvement général du peuple, mais par le renforcement de la machine déjà si monstrueuse de l'État* » ; dans une lettre du 27 août, il exposait un plan, développant cette idée que « *les moyens réguliers, les armées régulières, ne pouvaient plus sauver la France, et qu'elle ne pouvait trouver de salut que dans un soulèvement populaire* » ; dans une autre lettre, il s'écriait : « *Si dans dix jours il n'y a pas en France de soulèvement populaire, la France est perdue. Oh ! si j'étais jeune, je n'écrirais pas de lettres, je serais parmi vous.* »

Marx, de son côté, écrivait de Londres à ses amis d'Allemagne ces lignes inspirées par des préoccupations d'un ordre bien différent :

« *La guerre actuelle ouvre une nouvelle époque de l'histoire : elle a prouvé que, même avec l'exclusion de l'Autriche, l'Allemagne est capable de poursuivre son développement. Que l'Allemagne commence par trouver son unité dans la caserne prussienne, c'est un châtiment qu'elle a pleinement mérité. Mais un but sérieux est atteint. Et si la classe ouvrière allemande ne réussit pas à jouer le rôle*

historique qui lui est assigné, ce sera de sa faute. Cette guerre a transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier continental de France en Allemagne. »

L'insurrection du 4 septembre, à Paris, en renversant l'Empire, fit croire, un court moment, que le peuple avait le dessus, et qu'une révolution sociale allait galvaniser la France. Fidèle aux engagements pris, la *Solidarité* de Neuchâtel publia, le 5 septembre, un manifeste où on lisait :

« L'Empire français vient de crouler dans la honte et dans le sang. La République est proclamée ; le peuple français est redevenu maître de ses destinées... Internationaux de l'Allemagne, votre devoir impérieux est de tendre la main à vos frères français : levez-vous donc aussi, et qu'il n'y ait, à Berlin et à Paris, que des frères unis sous le même drapeau et marchant au même combat.

Internationaux du monde entier, ceci est l'aurore du jour nouveau, du jour de la justice qui se lève sur l'humanité. Vive la République sociale universelle ! »

Le Comité central du Parti ouvrier de la démocratie socialiste d'Allemagne, à Brunswick-Wolfenbüttel, publia le même jour un manifeste dont voici quelques lignes :

« Après vingt ans d'existence honteuse du second Empire, le peuple français s'est relevé et a repris la conduite de ses destinées. Acclamons la République française !

Il est du devoir du peuple allemand d'assurer une paix honorable avec la République française. Il appartient aux travailleurs allemands de déclarer que, dans l'intérêt de la France et de l'Allemagne, ils sont décidés à ne pas tolérer une injure faite au peuple français, après qu'il s'est débarrassé à jamais de l'infâme qui avait troublé la paix...

Jurons de combattre loyalement et de travailler avec nos frères ouvriers de tous les pays civilisés pour la cause commune du prolétariat. »

Le numéro de la *Solidarité* fut saisi, la publication ultérieure du journal fut interdite. Les membres du Comité central de Brunswick-Wolfenbüttel furent arrêtés et conduits à la forteresse de Boyen.

Varlin était rentré à Paris, les membres de l'Internationale emprisonnés avaient été remis en liberté. Le Conseil fédéral parisien de l'Internationale, qui avait son siège à la Corderie du Temple, fut immédiatement réorganisé ; à côté de lui siégeait, dans le même local, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, qui dans toutes les circonstances importantes, concertait son action avec celle du Comité fédéral. En outre, il se constitua dans chacun des vingt arrondissements un « Comité de vigilance », formé d'hommes d'action appartenant aux diverses fractions du parti le plus avancé : ces vingt Comités furent reliés entre eux par un « Comité central

républicain des vingt arrondissements », qui s'installa, lui aussi, à la Corderie, devenue le foyer du mouvement à Paris. Dans ce Comité central se trouvaient surtout des membres de l'internationale : au bas de l'affiche rouge qu'il publia le 19 septembre pour demander la levée en masse, l'accélération de l'armement, et le rationnement, on relève entre autres, à côté du nom de Varlin, ceux de Beslay, Combault, Camélinat, Duval, Ferré, Flourens, Jaclard, Lefrançais, Malon, Pindy, Pottier, Ramier, Tridon, Theisz, Vaillant, Vallès. La veille du jour où cette affiche parut, l'investissement complet de la capitale par l'armée allemande était achevé : Paris allait être séparé du reste du monde jusqu'au 28 janvier 1871.

Cependant Bakounine, voulant absolument prendre part de sa personne à l'action révolutionnaire qu'il prêchait, avait quitté Locarno le 9 septembre et arrivait à Lyon le 15. Pendant ce temps s'imprimait à Neuchâtel, à l'imprimerie de la Solidarité, sa brochure *Lettres à un Français*, où il avait exposé le programme du mouvement qui se préparait. Des « Comités du Salut de France » s'étaient organisés à Lyon, à Marseille, à Saint-Étienne, et dans quelques autres villes ; ces Comités, après s'être fédérés, rédigèrent un programme révolutionnaire, imprimé sur une affiche rouge qui fut placardée à Lyon le 26 septembre, au



Jules Vallès

nom de la Fédération révolutionnaire des communes. On y lisait les résolutions suivantes, que les délégués des Comités fédérés du Salut de la France proposaient à l'adoption du peuple :

« *La machine administrative et gouvernementale de l'État, étant devenue impuissante, est abolie. Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même. — Tous les tribunaux criminels et civils sont suspendus et remplacés par la justice du peuple. — Le paiement de l'impôt et des hypothèques est suspendu. L'impôt est remplacé par les contributions des communes fédérées, prélevées sur les classes riches, proportionnellement aux besoins du salut de la France. — L'État, étant*

déchu, ne pourra plus intervenir dans le paiement des dettes privées. — Toutes les organisations municipales existantes sont cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des Comités de Salut de la France, qui exerceront tous les pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple. — Chaque Comité de chef-lieu de département enverra deux délégués pour former la Convention révolutionnaire du Salut de la France. — Cette Convention se réunira immédiatement à l'hôtel de ville de Lyon, comme étant la seconde ville de France et la plus à portée de pouvoir énergiquement à la défense du pays. Cette Convention, appuyée par le peuple entier, sauvera la France. — Aux armes ! »

L'hôtel de ville de Lyon fut occupé le 28 septembre par les révolutionnaires. On sait comment la trahison de Cluseret et la couardise de quelques-uns des signataires de l'affiche firent échouer le mouvement : le soir même, l'hôtel de ville était de nouveau repris par les bataillons de l'ordre bourgeois. Bakounine, un moment prisonnier, mais délivré par ses amis, put échapper au mandat d'amener lancé contre lui par le procureur Andrieux, et se rendre à Marseille, où il resta caché jusqu'au 24 octobre : ce jour-là, désespérant de voir un nouveau mouvement éclater, et « *n'ayant plus aucune foi dans la révolution en France* » (lettre à Sentinon du 23 octobre), il s'embarqua pour Gènes, avec l'aide du

commissaire du Port, Lombard [1], afin de retourner à Locarno. Sept jours plus tard, le 31 octobre, à la nouvelle de la trahison de Bazaine, une insurrection éclatait à Marseille, et la Commune révolutionnaire, avec Alerini, Combe, Bastelica, etc., occupait l'hôtel de ville et la préfecture : mais elle ne put se maintenir, et le 4 novembre le préfet Gent, envoyé par Gambetta, faisait rentrer Marseille dans l'obéissance. Le jour même où la Commune de Marseille succombait, il y avait, à Lyon, un nouveau mouvement (4 novembre) : mais il n'aboutit qu'à faire arrêter et proscrire quelques révolutionnaires. Un dernier soubresaut eut lieu à Lyon le 20 décembre, à la nouvelle de la bataille de Nuits : ce jour-là périt le brave militant F. Charvet, assassiné par un officier. Un régime de terreur bourgeoise pesa sur Lyon et Marseille jusqu'en février 1871.

A Paris, dès le 8 octobre, une tentative pour substituer une Commune révolutionnaire au gouvernement dit de la Défense nationale avait été faite : mais

[1] Qui fut, en 1871, condamné à dix ans de travaux forcés pour sa participation au second mouvement communaliste de Marseille. Outre Bakounine, d'autres Russes s'étaient rendus en France pour participer aux tentatives insurrectionnelles : Ross et Ozerof, à Lyon ; Joukovsky, à Marseille. Sentinon était accouru de Barcelone.

«faute d'entente sérieuse des chefs de bataillon de la garde nationale avec les Comités d'arrondissement et le Comité central, elle échoua complètement» (Lefrançais). Le mouvement du 31 octobre échoua de même. Une dernière insurrection eut lieu le 22 janvier, six jours avant la capitulation. Au nombre des bataillons de gardes nationaux qui marchèrent sur l'hôtel de ville ce jour-là se trouvait un bataillon des Batignolles, dans les rangs duquel était Varlin ; les mobiles bretons, embusqués dans l'hôtel municipal et dans les annexes de l'avenue Victoria, les accueillirent en tirant, des fenêtres blindées : pris entre deux feux, les manifestants furent obligés de battre en retraite, en laissant sur le pavé une centaine de morts.

Aussitôt que les communications de Paris avec l'extérieur furent rétablies, j'écrivis de Neuchâtel à Varlin par l'intermédiaire d'une personne sûre (1^{er} février), pour avoir de ses nouvelles. Ma lettre, en raison des circonstances, des lignes de chemins de fer coupées, et du long circuit à faire, ne lui parvint qu'au bout de vingt jours. On lira sa réponse plus loin.

Une assemblée nationale allait être élue, et devait se réunir à Bordeaux. Les élections étaient fixées au 8 février. Une lettre écrite par moi le 24 février à un ami russe fera voir la façon dont nous envisagions, en la circonstance, la participation à la campagne électorale (Tolain, Malon, Varlin et quelques autres

membres de l'Internationale figuraient parmi les candidats) ; j'y disais :

« Tu as envie de savoir mon avis sur la part que doivent prendre nos amis français au mouvement politique ? Mon Dieu, mon cher, tout cela est fort complexe. Il faut être libre de choisir la meilleure tactique. Je pense que tous les moyens sont bons si on peut être réellement utile à la cause. Ce qu'il faut combattre, à mon avis, ce ne sont pas tant les candidatures ouvrières, la participation des ouvriers aux luttes politiques, etc., car tout cela, à un moment donné, peut avoir son utilité. Ce qu'il faut combattre, c'est l'idéal des communistes allemands, ce fameux Volksstaat. Ils veulent la candidature ouvrière pour arriver au Volksstaat. Pour moi, je suis prêt à accepter les candidatures ouvrières, mais à la condition qu'elles nous mènent à l'anarchie. Or en ce moment, en France, elles ne peuvent avoir que cette dernière signification.

Autrement important que le mouvement électoral était celui qui, à Paris, s'accomplissait à ce même montent pour constituer une Fédération des bataillons de la garde nationale. Deux réunions successives de délégués eurent lieu au Tivoli-Vauxhall, le 15 et le 24 février : on y constitua un Comité central, qui s'adjoignit quelques membres du Conseil fédéral de l'Internationale. Dans une troisième réunion, Le 3 mars, furent votés définitivement tes statuts de la Fédération

de la garde nationale ; sur la proposition de Varlin, la réunion décida que les chefs de tous grades seraient soumis immédiatement à une nouvelle élection ; un Comité exécutif fut nommé, dont Varlin fit partie. Enfin, de 15 mars, quatrième assemblée générale, à laquelle Varlin prend part comme membre du Comité central.

Cependant la réponse de Varlin m'était enfin parvenue. Cette lettre et celle du 25 décembre 1869 sont les seules qui se soient conservées, de toutes celles qu'il m'avait écrites. Je reproduis cette réponse en entier :

« Paris, le 20 février 1871.

Mon cher Guillaume, On me communique à l'instant votre lettre ; je m'empresse d'y répondre afin de vous rassurer sur nos existences. Tous les internationaux avec lesquels vous avez pu être en relations sont encore vivants ; ceux de nos amis qui ont été tués ou blessés, je ne crois pas que vous les connaissiez, si ce n'est P., qui d'ailleurs n'a été que blessé légèrement ; il va complètement mieux.

Malon et Tolain sont à Bordeaux comme représentants du peuple ; ils ont une rude tâche à accomplir dans une aussi triste assemblée.

Ici, nous aurions voulu que la province continuât la lutte à outrance ; nos amis révolutionnaires seraient allés, par tous les moyens possibles, rejoindre Garibaldi et ses valeureux soldats. Mais nous n'osons plus espérer cela.

Je ne suis pas bien sûr que nos lettres parviennent sûrement et sans être lues, aussi je crois que nous devons ajourner les renseignements détaillés que nous aurions à échanger entre nous. Je me contenterai pour aujourd'hui de vous dire que nous avons fait notre devoir à toutes les occasions, et si les traîtres Trochu, Favre et consorts ont réussi à nous livrer après nous avoir vendus depuis longtemps, ce n'est certes pas notre faute, mais bien celle des Parisiens qui ont persisté aveuglément jusqu'au dernier jour à croire en la parole de ces avocats qui, jusqu'au jour de la capitulation, affirmaient constamment qu'ils voulaient combattre et vaincre ou mourir, tandis que dès le premier jour ils n'avaient songé qu'à capituler.

Votre lettre me fait espérer que nos amis de Lyon, Marseille et les départements du Midi sont sains et saufs j'en suis heureux. A bientôt [1]. Cordiales poignées de main aux amis.

E. VARLIN.

P.-S. — Votre lettre en date du 1^{er} février n'est arrivée qu'aujourd'hui 20 février. »

Nous voici arrivés à l'insurrection du 18 mars et la Commune. Je n'ai pas à raconter les événements de ces deux mois : je veux seulement donner une indication qui fera toucher du doigt, une

[1] Hélas ! nous ne devons plus nous revoir.

fois de plus, la manière dont fonctionnait, internationalement, l'organisation secrète à laquelle nous appartenions, Varlin et moi. Et, pour cela, je reproduis un récit que j'ai fait ailleurs :

« Le jour même où Bakounine partait de Locarno pour Florence (où l'appelait une affaire privée), je lisais à Neuchâtel la dépêche, affichée à la porte du château, qui annonçait le mouvement du 18 mars. Le gouvernement avait abandonné Paris, l'hôtel de ville était occupé par le Comité central de la garde nationale. Qu'était-ce que le Comité central ? Au milieu de la liste de ces inconnus, je voyais le nom d'un des nôtres, — justement de celui qui, depuis le Congrès de Bâle, faisait partie de notre intimité, — le nom de Varlin. Qu'allions-nous faire ?

Je télégraphiai à Adhémar Schwitzguébel et à Auguste Spichiger. Ils accoururent. Nous décidâmes d'envoyer sur-le-champ quelqu'un à Varlin, pour savoir de lui le vrai caractère du mouvement, et lui demander ce qu'il attendait de nous. Il fallait que notre émissaire fût un homme non surveillé, qui n'excitât pas les soupçons. Spichiger se chargea de trouver quelqu'un ; et le lendemain ou le sur-lendemain, il m'envoyait un jeune ouvrier guillocheur du Locle, Émile Jacot. Je remis à celui-ci quelques lignes pour Varlin, tracées au crayon sur les feuilles d'un cahier de papier à cigarettes. Le voyage était encore fort long ; on n'allait toujours pas

directement de Neuchâtel à Paris : Jacot n'arriva que le samedi 25 au matin.

Il se fit indiquer l'hôtel de ville, mais les sentinelles ne l'y laissèrent pas pénétrer. Après avoir inutilement parlementé, il finit par s'attabler chez un marchand de vin, dans une rue voisine ; là, son air étranger, ses propos et ses questions attirèrent bientôt l'attention, et éveillèrent les soupçons. On alla chercher la garde, et on l'arrêta comme espion. Il déclara qu'il ne parlerait que devant le Comité central ; et c'est ainsi qu'il franchit, entouré de baïonnettes, la porte de cet hôtel de ville dont on lui avait refusé l'entrée.

On l'introduisit dans une pièce attenante à la salle où délibérait le Comité central, et on prévint Varlin, dont notre envoyé avait indiqué le nom : par la porte entr'ouverte, Jacot put voir les membres du Comité assis autour d'une grande table et discutant avec animation. Varlin sortit ; après avoir lu mon message, il dit à Jacot que les dépêches nous avaient donné une idée inexacte de la situation ; qu'il ne s'agissait pas de révolution internationale ; que le mouvement du 18 mars n'avait eu d'autre but que la revendication des franchises municipales de Paris, et que ce but était atteint ; que les élections étaient fixées au lendemain 26, et qu'une fois le Conseil municipal élu, le Comité central résignerait ses pouvoirs et tout serait fini. Jacot quitta Paris le lundi matin, et s'en revint nous apporter cette réponse. »

Des mouvements s'étaient produits en province à la nouvelle de celui de Paris. On retrouve à Lyon (22-23 mars) et à Marseille (25 mars-1^{er} avril) la plupart des hommes qui avaient pris part, l'année précédente, aux tentatives des 28 septembre, 31 octobre-4 novembre, etc. Ces insurrections furent promptement étouffées, et Paris resta isolé. L'armée versaillaise attaqua les Parisiens le 2 avril. La confiance optimiste de Varlin, la veille des élections de la Commune, avait été cruellement trompée : il n'avait pas deviné quels plans atroces formait la réaction à Versailles, ni senti que de cette « *tranquille et belle rivière bleue* » dont parlait Vallès dans un article fameux, Thiers, avec la complicité de Bismarck, allait faire un fleuve de sang.

Une fois la lutte engagée entre Versailles et Paris, l'anxiété devint intense dans toute l'Europe chez ceux dont les sympathies allaient aux révolutionnaires. Partout on cherchait des moyens de prêter à l'héroïque prolétariat parisien une assistance active ; et plusieurs, parmi les nôtres, allèrent se joindre aux défenseurs de la cité assiégée par la réaction. Il n'est pas utile de révéler certains détails. Qu'il suffise de reproduire ici deux passages de lettres de Bakounine, qui ont déjà été publiés ailleurs. Le premier est extrait d'une lettre écrite à Ozerof, le 5 avril :



Michel Bakounine (Dessin de Félix Vallotton)

« Voilà la lettre à Varlin, pour toi. Je te l'envoie dès maintenant pour le cas où, aiguillonné par notre impatient ami Ross, tu te déciderais à partir pour Paris avant que les circonstances et principalement l'argent m'aient permis de me rendre auprès de vous. J'ai déjà écrit hier à toi et Ross à ce sujet. La lettre à Varlin devra lui être remise par toi en mains propres. Selon toute probabilité, les Parisiens seront vaincus, mais leur mort ne sera pas inutile, s'ils accomplissent auparavant leur besogne. Qu'en périssant, ils brûlent au moins la moitié de Paris [1]. Malheureusement les villes de province, Lyon, Marseille, etc., se montrent aussi pitoyables qu'auparavant, du moins d'après les nou-

[1] Bakounine est le compatriote de Rostopchine.

velles qui me parviennent... Les hommes de talent et d'énergie se réunissent en trop grand nombre à Paris, si bien que je crains même qu'ils ne s'entravent mutuellement ; par contre, il n'y a personne en province... James est-il parti, oui ou non ? »

L'autre passage est d'une lettre au vieil Ogaref, du 9 avril :

« Notre pauvre ami Ozerof, en ce moment, ne fait plus que délirer avec les amis des Montagnes à propos de Paris et de la France. Moi aussi j'ai eu le délire, mais je ne l'ai plus. Je vois trop clairement que l'affaire est perdue. Les Français, même les ouvriers, ne sont pas encore à la hauteur. Il a semblé que la leçon avait été terrible, elle a été encore trop faible. Il leur faut de plus grandes calamités, des secousses plus fortes. Les circonstances sont telles, que cela ne manquera pas, — et alors peut-être le diable s'éveillera-t-il. Mais aussi longtemps qu'il n'est pas réellement éveillé, nous n'avons rien à faire là. Payer les pots cassés par d'autres serait fâcheux et fort désagréable, d'autant plus que ce serait parfaitement inutile. Notre affaire est de nous préparer, de nous organiser, de nous étendre, pour être prêts le jour où le diable s'éveillera. Faire avant ce temps le sacrifice de nos faibles ressources et de nos quelques hommes — notre unique trésor — serait criminel et bête. C'est là mon avis définitif. Je m'efforce (efforce-toi aussi de ton côté)

de tout mon pouvoir de retenir nos amis Ozerof et Ross [1], et aussi nos amis des Montagnes. J'ai écrit hier à Adhémar. Dis-le à Ozerof ; du reste, il lira lui-même aussi cette lettre. »

J'abrège, — et je viens à la catastrophe. Aux jours effroyables de la semaine sanglante et de l'égorgement des vaincus, Varlin lutta jusqu'à la fin. On sut la mort de Delescluze, celle de Dombrowski, celle de Vermorel ; on parla aussi de la sienne : mais nous ne voulions pas y croire, et nous espérions qu'il avait réussi à trouver quelque abri sûr. Lorsqu'au commencement de juillet Adhémar Schwitzguébel se rendit à Paris pour porter des passeports destinés à faciliter l'évasion de quelques survivants de la Commune, il avait reçu le mandat de chercher à découvrir la retraite de Varlin ; quinze jours après, notre ami le jeune peintre Gustave Jeaneret partit à son tour pour Paris avec la même mission. La lugubre vérité ne fut connue avec certitude qu'au mois de septembre.

Dès le mois de juin, dans un court écrit dont il voulait faire le préambule de son *Empire knoulogermanique*, Bakou-

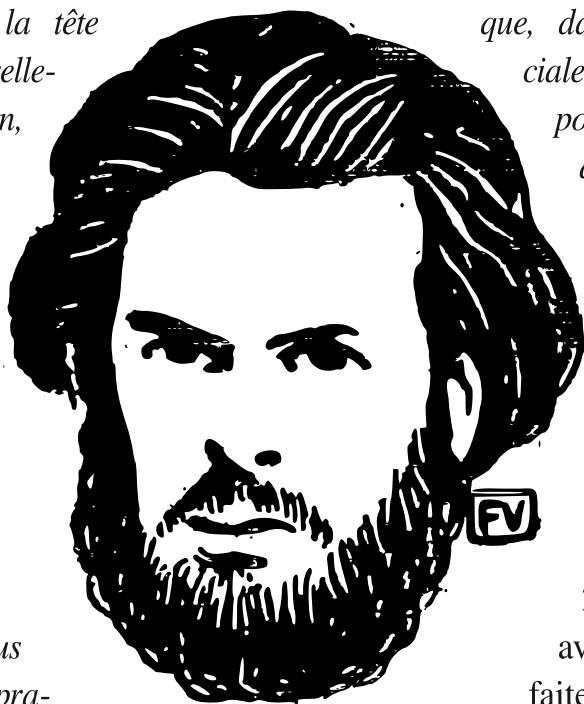
[1] Ross partit néanmoins pour Paris, avec Valence Lankiewiez (un typographe polonais qui avait pris part au mouvement du 28 septembre à Lyon) Lankiewiez fut tué sur une barricade.

nine avait consacré au souvenir de Varlin des pages émues. J'en extrais ces quelques lignes, qui résument on ne peut mieux l'impression que la belle et pure figure de notre ami avait faite sur l'esprit et sur le cœur de tous ceux qui l'avaient connu :

« Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très infime minorité... Je sais que beaucoup reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire ; [mais,] entre les théories les plus justes et leur mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours.

Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine [1], sait combien, en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réflé-

[1] Bakounine, dès le premier moment, avait cru à la mort de Varlin, tandis que nous, ses amis les plus jeunes, nous espérions encore.



Eugène Varlin
(Félix Vallotton)

chies et profondes. Mais précisément parce qu'ils étaient hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance d'eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction

que, dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, en ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout. »

Varlin avait été fusillé le dimanche 28 mai 1871. S'il avait survécu à la défaite de la Commune, que serait-il arrivé de lui ?

Les choses que je viens de raconter permettent de

faire à cette question cette réponse irréfragable :

Au Congrès de la Haye, le 7 septembre 1872, Varlin aurait été expulsé de l'Internationale, sur l'ordre de Karl Marx, par la même clique qui expulsa Bakounine.

JAMES GUILLAUME.

Varlin conspirateur

La vie Ouvrière du 5 mai 1913 consacra son n°87 à Eugène Varlin. C'est le texte de James Guillaume, « Varlin conspirateur », que nous avons choisi de reproduire dans cette brochure.

PARTAGE NOIR - 2020